

## Violence et ordre politique à Madagascar

### Grille de lecture d'un double paradoxe

Mireille RAZAFINDRAKOTO, François ROUBAUD  
et Jean-Michel WACHSBERGER

L'analyse de la trajectoire de Madagascar nous a conduits dans un précédent travail à lui attribuer la dénomination d'« Île mystérieuse » (Razafindrakoto *et al.*, 2015). Madagascar semble inexorablement entraînée dans une récession économique continue depuis cinq décennies (l'énigme). Et à chaque fois que la tendance s'inverse avec l'amorce d'un cycle de croissance, celle-ci est interrompue par une crise socio-politique (le paradoxe ; pour une présentation générale, voir Razafindrakoto *et al.*, 2017). Les pays ayant connu une régression continue de leur économie sur longue période sont ceux qui ont souffert de cycles répétés alliant mauvaise gouvernance et violence (Collier, 2007 ; Banque mondiale, 2011). Or depuis l'indépendance, Madagascar n'a jamais été durablement paralysée par des conflits armés internes et encore moins externes et l'Île est (ou a été) souvent présentée comme un pays « paisible », peuplé de citoyens « pacifiques » (Ottino, 1998) ; même si un certain nombre d'auteurs nuancent cette affirmation selon laquelle les sociétés malgaches sont non-violentes (Dez, 1981 ; Beaujard, 1995 ; Alexandre, 2007 ; Galibert, 2009).

Ce pays se caractérise-t-il effectivement par un niveau limité de violence ? Si c'est le cas, pourquoi cette capacité collective de contrôle de la violence n'a-t-elle pas favorisé l'émergence d'organisations ou d'institutions économiques et politiques solides pour un objectif commun de développement (North *et al.*, 2009) ? Comment également concilier les qualificatifs de « pacifique » et « paisible » attribués à l'Île avec le climat de peur et de méfiance couplé à un sentiment généralisé d'insécurité ? Aujourd'hui, au dire des journaux et au vu des messages d'alerte lancés par des associations de la société civile, l'insécurité semble avoir atteint un niveau paroxysmique (voir l'introduction générale de cet ouvrage), au

point que la question sécuritaire semble avoir pris le pas sur toutes les autres problématiques. Début janvier 2018, à l'heure de finaliser notre manuscrit, le Premier ministre, Olivier Mahafaly, déclare sur RFI (29 décembre 2017): « En 2018, c'est 30 % du budget de l'État qui sera alloué à la lutte contre l'insécurité ». Néanmoins, il faut croire que cette annonce, pourtant tout à fait irréaliste, n'a pas suffi à calmer les esprits. Ainsi, le 19 janvier 2018, le *Groupement des Entreprises de Madagascar* et 25 organisations patronales diffusent un communiqué de presse alarmiste intitulé « Halte à la violence quotidienne! Halte au développement de l'industrie du kidnapping! Halte à l'insécurité généralisée! » (GEM *et al.*, 2018).

Les deux questions de ce double paradoxe, *a priori* déconnectées l'une de l'autre, procèdent en fait du même mécanisme. Notre hypothèse est que la violence physique a été limitée, voire réprimée, au prix d'une violence symbolique structurelle conduisant les « dominés » à accepter l'ordre établi. Mais l'accroissement des inégalités criantes inhérentes au système et la dégradation continue des conditions de vie, rend de plus en plus visible le caractère falacieux du discours faisant primer la paix sociale autour du *fhavanana*.

Pour mettre cette hypothèse à l'épreuve, nous présentons dans la première partie de ce chapitre les données disponibles sur l'usage, le contrôle et l'intensité de la violence aujourd'hui à Madagascar. La deuxième partie remonte en amont dans le temps pour poser les jalons d'une histoire de la violence politique. Enfin dans la dernière partie, nous proposons des éléments d'interprétation articulés à la fois sur la faible utilisation de la violence physique, tant par la population que par les élites, et sur l'augmentation du sentiment d'insécurité.

### **Violence, instabilité et insécurité : constat du double paradoxe**

De manière générale, l'île se caractérise par un faible niveau de violence. Selon le *Global Peace Index (GPI) 2017*, le classement (dans l'ordre croissant en termes de violence) situe Madagascar à la 44<sup>e</sup> position sur 163 pays dans le monde et à la 6<sup>e</sup> place sur 44 pays d'Afrique subsaharienne (Institute for Economics and Peace, 2017), soit une légère dégradation par rapport à 2016 (38<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> positions respectivement). Le même rapport estime le coût économique de « la violence » à 2,9 % du PIB, soit le 10<sup>e</sup> pays au monde où cette part est la plus faible. Mieux encore, avec 44 dollars par personne (en parité de pouvoir d'achat), Madagascar se situe en 2<sup>e</sup> position (juste derrière le Malawi; 34 dollars). Ces chiffres tendent à témoigner d'un climat relativement paisible dans l'île. Néanmoins ces résultats peuvent être trompeurs. D'une part, les données sont loin d'être toutes fiables. D'autre part, le GPI est un score synthétique qui

combine pas moins de 23 indicateurs de base (quantitatifs et subjectifs) dans les champs les plus divers (allant du nombre d'homicides aux dépenses militaires, en passant par les conflits internes et externes, l'impact du terrorisme ou le nombre de réfugiés) et est finalement peu informatif sur les différentes formes de la violence, un phénomène particulièrement complexe à saisir (voir encadré ci-dessous).

La question de la violence à Madagascar révèle un double paradoxe. D'une part, ce pays se singularise par un mode d'organisation collective capable de juguler la violence, tout en montrant une grande fragilité institutionnelle qui se traduit par des crises socio-politiques récurrentes. D'autre part, si Madagascar se caractérise effectivement par un faible niveau de violence, on s'explique mal le sentiment de peur, de méfiance et le climat d'insécurité massivement dénoncé par ses habitants. C'est ce double paradoxe que nous chercherons à documenter, puis à analyser, en distinguant successivement la violence politique et la violence criminelle, même si la frontière entre les deux n'est pas toujours aisée à établir.

### *Contrôle de la violence organisée et instabilité politique chronique*

Madagascar se caractérise par une instabilité politique non seulement chronique si on se réfère à la multiplicité des crises depuis l'indépendance mais encore grandissante si on prend en compte leur fréquence. Cette instabilité se combine pourtant avec une autre caractéristique de la Grande Île, plus rarement évoquée: les crises politiques et les changements à la tête de l'État qu'elles entraînent souvent, se sont déroulées jusqu'à présent avec un recours à la violence physique très limité.

Jusqu'à récemment, on manquait cruellement de données statistiques comparatives sur les violences politiques dans une perspective de long-terme. Au cours des dernières années, un certain nombre d'initiatives internationales de recherche se sont employées à combler cette lacune. C'est notamment le cas du projet ACLED (*Armed Conflict Location and Event Data Project*) que nous mobilisons ici. Ce dernier recense et documente, en dépouillant l'ensemble des sources existantes, en particulier la presse locale, tous les actes de violence politique (depuis les manifestations de rue jusqu'aux assassinats)<sup>1</sup>. Le projet couvre l'ensemble des pays africains (et quelques pays d'Asie), pour lesquels on dispose de séries temporelles remontant jusqu'en 1997. Il s'agit a priori d'une des sources les plus fiables et les plus complètes. Même si les données restent par essence imparfaites, les tendances qu'elles dessinent ne sauraient être questionnées.

Apprécié à l'aune du nombre de décès, Madagascar apparaît comme un pays où la mortalité liée à des causes politiques est plutôt de basse intensité. Le graphique 1 illustre sans ambiguïté ce diagnostic. Entre 1997

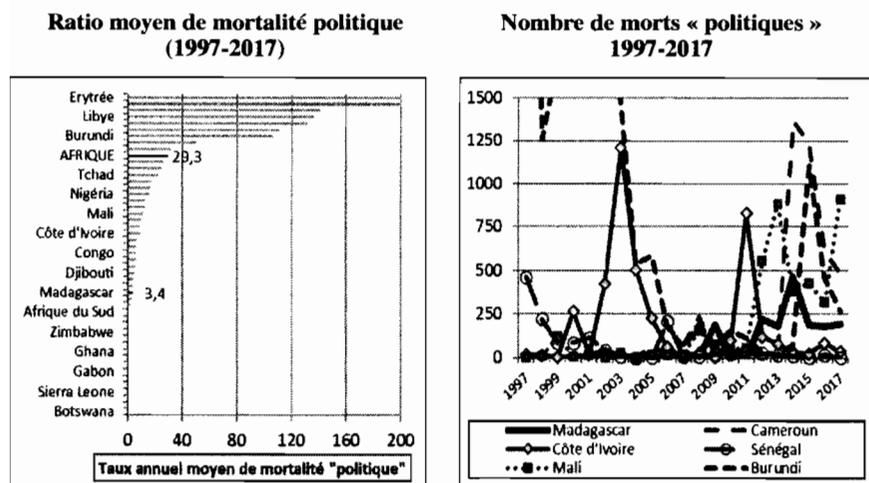
---

1. Pour plus d'information voir [<https://www.acleddata.com/about-acledd/>].

et 2017, 1700 personnes sont décédées pour raison politique, soit une moyenne de 85 par an sur 20 ans. Loin d'être négligeables, ces chiffres sont très inférieurs à ceux observés dans les pays les plus « mortifères ». Si on calcule le taux de mortalité moyen (qui rapporte le nombre cumulé de décès annuels à la population du pays), le ratio est 3,4 pour 1 million d'habitants. Ce ratio est supérieur à 100 au Burundi, au Soudan, en Centrafrique, en Libye ou en Somalie, atteignant même jusqu'à 230 en Angola et 554 en Érythrée. On meurt en moyenne 9 fois plus sur l'ensemble du continent qu'à Madagascar. 18 pays apparaissent néanmoins moins violents sur ce front (sur les 48 pour lesquels on dispose de données).

Si l'on regarde plus finement la dynamique dans le temps sur deux décennies, le rythme de la mortalité politique est très directement associé au cycle des crises politiques. Quasi nul en période « normale » (fin des années 1990 et milieu des années 2000, sous les mandats de D. Ratsiraka et M. Ravalomanana), les morts se multiplient au moment des crises politiques (2002 et 2009). On notera de ce point de vue que la première a été infiniment moins sanglante que la seconde (40 morts contre 187). Ce point ne cesse d'inquiéter car il n'est pas ponctuel. Après deux années d'accalmie (2010 et 2011), la mortalité politique repart ensuite à la hausse

Graphique 1  
Nombre de morts liés aux violences politiques  
à Madagascar et en Afrique



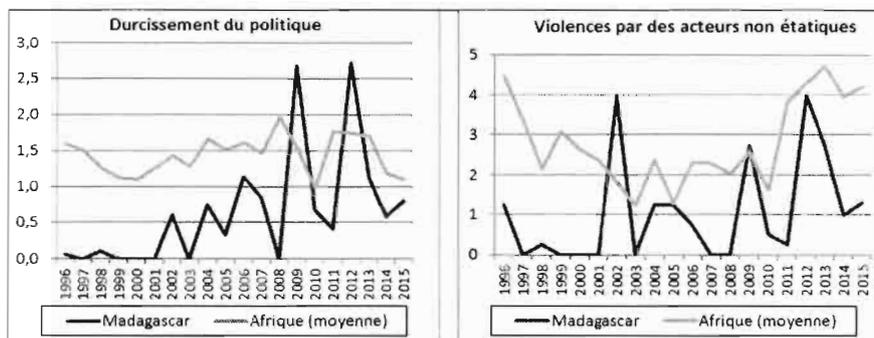
Source : ACLED (2017) ; calculs des auteurs.

Note : Les données pour 2017 courent jusqu'au 2 décembre, les derniers jours de l'année n'étant pas encore disponibles. Le taux de mortalité annuel moyen rapporte le nombre total de décès sur 20 ans à la population en 2016 \* 20 (en millions d'habitants). Une mesure plus précise devrait sommer la population chaque année. L'indicateur est donc supérieur à la réalité, mais il donne une image acceptable du classement des pays (aux variations de croissance démographique entre pays près).

(avec un pic de 465 victimes en 2014). On notera que la « fin de la crise », officiellement prononcée avec la tenue des élections présidentielles fin 2013, ne s'est pas traduite par un retour à une mortalité d'étiage, comme dans les périodes précédentes. Avec près de 200 morts par an au cours des trois dernières années, il est possible que Madagascar soit entrée dans un nouveau régime, plus violent, en lien direct avec la déliquescence de l'État. C'est en tout cas un scénario qu'il convient d'envisager sérieusement (Razafindrakoto *et al.*, 2017). Quoi qu'il en soit, sur longue période et encore aujourd'hui, Madagascar reste un pays où la mortalité d'ordre politique reste contenue, et les crises récurrentes que la Grande Île traverse n'ont pas encore à ce jour donné lieu aux explosions dévastatrices enregistrées dans d'autres pays (par exemple au Cameroun, en Côte d'Ivoire, au Burundi ou au Mali, pour ne citer que les quelques pays pris comme points de comparaisons dans le graphique 1).

Mais la mortalité n'est qu'une des manifestations des violences politiques, qui peuvent prendre bien d'autres formes, moins extrêmes. Contrairement à ce qui peut s'observer dans bien d'autres pays du continent africain, les conflits se sont traduits par un nombre relativement faible d'atteintes corporelles, qu'il s'agisse de privation de liberté, de blessures ou de décès, et n'ont été précédés, accompagnés et/ou suivis que par un « durcissement » politique limité (graphique 2). Ces graphiques sont obtenus à partir des données enregistrées par la BAFD, l'OCDE et le PNUD depuis 1996. Le premier est un indicateur calculé à partir du

Graphique 2  
Évolution des violences politiques de 1996 à 2015

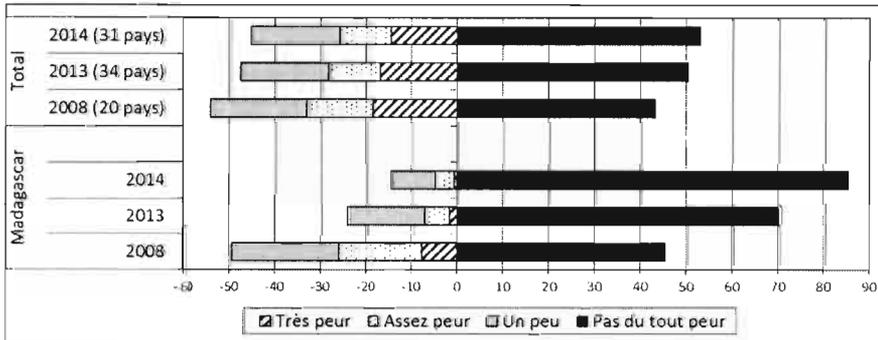


Source : BAFD *et al.* (2016) ; calculs des auteurs.

Les données des enquêtes *Afrobaromètre* viennent confirmer le faible recours à la violence en politique (graphique 3). Par exemple, comparés aux citoyens d'autres pays africains, les Malgaches se sentent faiblement menacés par les intimidations lors des campagnes électorales. En 2014, l'immense majorité (86 %) déclare ne ressentir aucune inquiétude en termes de violence politique durant les périodes électorales. L'État malgache montre ainsi un profil paradoxal : fragile si on se réfère à l'instabilité des gouvernements qui le représentent mais solide si on prend en compte sa capacité à contenir l'usage de la violence en politique.

nombre de morts et de blessés lors de troubles et violences collectives. Le deuxième est un indicateur synthétique rendant compte de la déclaration d'état d'urgence, des arrestations et incarcérations politiques, des moyens supplémentaires pour la police et du durcissement du climat politique (expulsion, limogeage, couvre-feu, dissolution de partis)<sup>2</sup>. Comme ailleurs en Afrique, les conflits semblent certes être une forme d'activité politique « normale ». En revanche, en dépit d'évolutions alarmistes récentes (Pellerin, 2014 et 2017), l'allégeance à l'État s'est quasiment toujours imposée sur le territoire. L'usage de la violence est essentiellement resté une prérogative de l'État, et cet usage n'a quasiment jamais été privatisé par l'armée ou d'autres groupes informels d'ampleur significative et durable. Quant aux changements politiques, ils se sont toujours parés d'une forme légaliste, même lorsqu'ils sont survenus avant le terme initialement attendu.

Graphique 3  
*Peur d'intimidations ou de violence politique  
lors des campagnes électorales 2008-2014*



Sources : Enquêtes *Afrobaromètre*, Coef Ressources/Dial, Madagascar, 2008, 2013, 2014 ; calcul des auteurs.

Pour approfondir ces premiers constats, il est nécessaire cependant de ne pas s'en tenir aux manifestations les plus évidentes de violence politique et de prendre en compte d'autres formes de violence qui peuvent y être liées (voir encadré). En effet, la violence peut être réprimée ou contenue dans un espace donné au prix de fortes pressions constituant une forme de violence symbolique (Dez, 1981). Par ailleurs, en suivant les analyses de Hobsbawm (1966) sur l'Europe moderne, certaines mobilisations collectives comme les émeutes anti-Merina dans les villes de province de la fin 1972 ou les opérations anti-Karana (OPK) de 1987

2. Pour plus d'information voir : [www.africaneconomicoutlook.org](http://www.africaneconomicoutlook.org)

pourraient par exemple constituer des formes de violence politique<sup>3</sup>. De même, les actions violentes de grande ampleur comme les razzias récentes sur les bœufs, opérées par des bandes armées, pourraient aussi constituer ce que Wieviorka (1998) a nommé une forme infrapolitique de violence. Si ces violences privatisées ne visent pas « le pouvoir d'État pour y accéder, ou [...] tenter de pénétrer au sein d'un système politique », elles entendent bien néanmoins « tenir l'État à distance pour se livrer à des activités économiques ». En ce sens, elles constituent une remise en cause sérieuse de l'ordre politique.

### Les formes de la violence : biens, corps et âmes

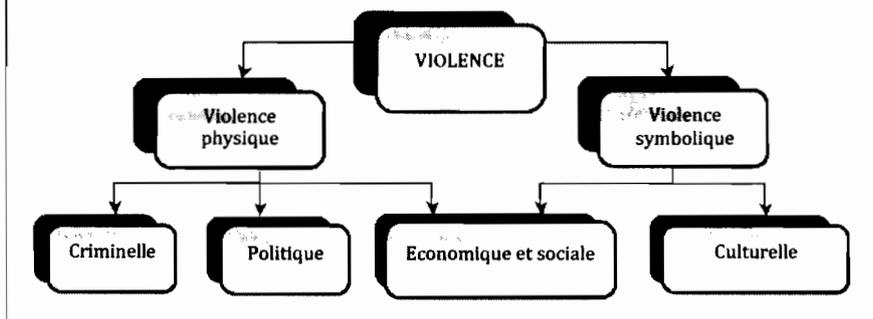
Sachant que la violence est un concept assez large qui peut se présenter sous de multiples formes, nous proposons ici une typologie possible qui permet de cadrer l'analyse. Nous distinguons principalement la violence physique et la violence symbolique. En effet, la violence est comprise en général comme l'utilisation de la force physique pour contraindre, dominer ou causer des dommages. Ce sens commun de la violence tend cependant à oublier l'existence d'une violence symbolique, plus occulte mais tout aussi efficace. Cette dernière, théorisée par Bourdieu et Passeron (1970) dans leur analyse de la reproduction sociale, permet en effet la soumission des « dominés » sans qu'il y ait besoin de recourir à la force.

La violence physique peut être criminelle ou politique. La seconde se distingue de la première par l'objectif politique qui est poursuivi et qui est revendiqué pour légitimer l'acte (révolution, insurrection, résistance à une oppression, etc.). Celle-ci peut être infra-politique (souterraine, discrète, mobilisant des moyens ou modes d'expression non conventionnels) ou organisée (menées par les acteurs ou organisations intervenant habituellement dans le champ politique). La violence criminelle peut résulter de causes sociales ou économiques. Dans ce sens, elle peut servir d'exutoire à des tensions, des mécontentements mais elle n'est pas directement associée à une revendication ou un objectif politique.

La violence symbolique se traduit par une domination d'un groupe social sur un autre, sans forme apparente de pression ou de coercition physique. Les dominés ne peuvent s'en extraire, voire n'en ont pas conscience et/ou participent au maintien de l'ordre existant en reconnaissant plus ou moins implicitement la légitimité de la domination. Mais sans forcément impliquer une méconnaissance du caractère arbitraire de la relation de domination, la violence symbolique peut se caractériser par son caractère invisible et par l'impuissance des victimes à y remédier, en particulier quand elle est institutionnelle ou structurelle. La violence symbolique s'impose à travers différents modes de domination, en particulier par l'internalisation de normes culturelles.

3. Il est plus difficile en revanche de considérer comme violence politique le massacre des Comoriens à Mahajanga en 1976 (qui ont fait plus de 1000 morts), ces derniers n'ayant jamais véritablement constitué une force politique.

Enfin, il est une forme de violence dont les manifestations sont soit physiques soit symboliques et qui peuvent se combiner, à savoir la violence économique et sociale. Ainsi, la pauvreté extrême est une source de souffrances (privations, maladies, etc.) souvent mortelles (réduction de l'espérance de vie): c'est clairement une violence physique. Mais la violence économique et sociale se décline aussi en termes symboliques. Le mépris des classes sociales dominées, leur stigmatisation par les élites, les inégalités abyssales de revenu ou de patrimoine, en constituent les exemples les plus courants). Pour complexifier l'ensemble, la violence économique et sociale est une cause importante de la violence criminelle ou politique. Si le présent chapitre ne traite pas en détail de cette forme de violence, elle est omniprésente au fil des chapitres de cet ouvrage, Madagascar se caractérisant justement par une violence socio-économique à bien des titres exceptionnelle.



Source : élaboration des auteurs.

### *Violence criminelle limitée mais sentiment d'insécurité généralisé*

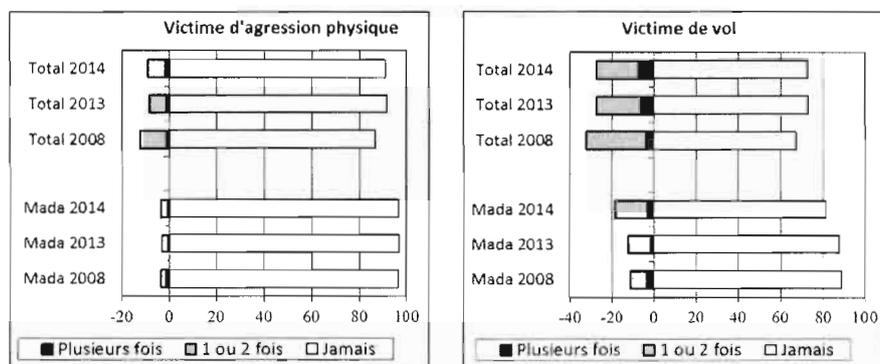
La violence d'ordre criminel aussi revêt différentes modalités. Un premier indicateur classique, le taux d'homicide, apporte une vision moins optimiste de la situation de Madagascar. Les taux d'homicide compilés pour l'année 2012 par l'UNODC, l'organisme des Nations unies en charge de suivre les questions de criminalité et de drogue, placent Madagascar plutôt dans la fourchette haute parmi les pays africains (UNODC, 2014). Ainsi, le taux d'homicide était estimé à 11 pour cent mille habitants. 16 pays enregistraient des taux supérieurs, mais 31 affichaient des taux inférieurs. Il convient néanmoins de prendre ces informations avec la plus grande précaution, tant les données sont parcellaires et sujettes à caution, faute de sources réellement crédibles<sup>4</sup>.

À nouveau, les enquêtes *Afrobaromètre* menées auprès de la population, qui interrogent sur les expériences vécues, apportent des informa-

4. Dans le cas de Madagascar, comme dans la plupart des pays africains, où le système d'enregistrement des homicides est défaillant, les données sont estimées par l'OMS (2014) à partir de modèles statistiques et non de mesures directes.

tions beaucoup plus précises et fiables. Si elles fournissent une batterie d'indicateurs objectifs d'atteintes aux biens et aux personnes, elles présentent néanmoins une lacune importante: les enquêtes, en s'adressant aux vivants, ne permettent pas de quantifier les homicides (les morts ne parlent pas). Et là, le diagnostic est plus positif: à l'instar de la mortalité « politique », la violence criminelle reste d'ampleur limitée, notamment en comparaison d'autres pays. En 2014-2015<sup>5</sup>, sur 25 pays d'Afrique, Madagascar se place en 7<sup>e</sup> position selon un classement croissant du taux de victime d'agressions physique ou de vol à domicile. À titre d'illustration, 18% de Malgaches déclarent avoir été victimes de vol à domicile au cours des 12 mois précédant l'enquête (graphique 4) alors que le pourcentage est de 27% en moyenne pour les 25 pays considérés (avec des taux atteignant 44% au Cameroun). De même, moins de 4% des Malgaches se plaignent d'avoir été agressés physiquement au cours des derniers 12 mois, alors que le taux moyen est de 9% pour les 25 pays (avec un taux de 16% en Namibie et 19% au Nigeria). Ces comparaisons montrent que la violence physique est de faible intensité en regard de ce que vit la majeure partie des habitants des pays africains.

Graphique 4  
Évolution des expériences vécues  
en matière de violences et d'insécurité 2008-2014



Sources: Enquêtes *Afrobaromètre*, Coef Ressources/Dial, Madagascar, 2008, 2013, 2014; calcul des auteurs.

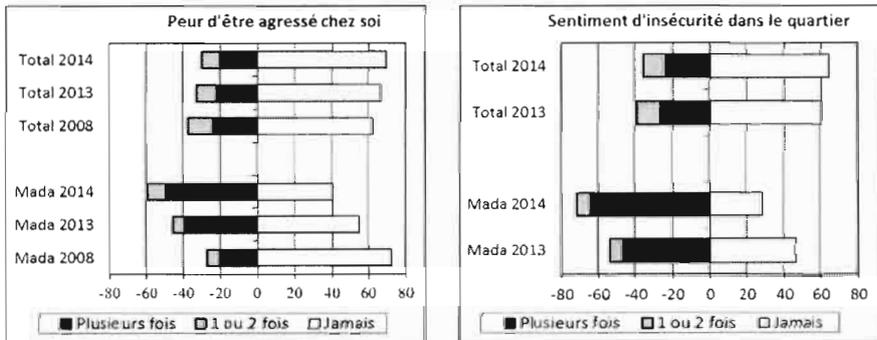
Note: La ligne « Total » donne la moyenne pour l'ensemble des pays où l'enquête *Afrobaromètre* a été menée.

Les mêmes enquêtes révèlent toutefois chez les Malgaches un fort sentiment d'insécurité. Alors même que le pourcentage de victimes d'agressions ou de vols est – en dépit de son augmentation depuis 2009

5. L'analyse des données des précédentes vagues des enquêtes *Afrobaromètre* mène à des résultats similaires.

pour les vols – plus faible que dans la majeure partie des pays africains, la perception du risque et la peur de l'agression sont bien plus importantes (graphique 5). Parmi l'ensemble des pays africains interrogés lors des enquêtes *Afrobaromètre*, Madagascar est celui où la peur d'être agressé chez soi et/ou dans le quartier est la plus forte.

Graphique 5  
Évolution du sentiment perçu d'insécurité 2008-2014



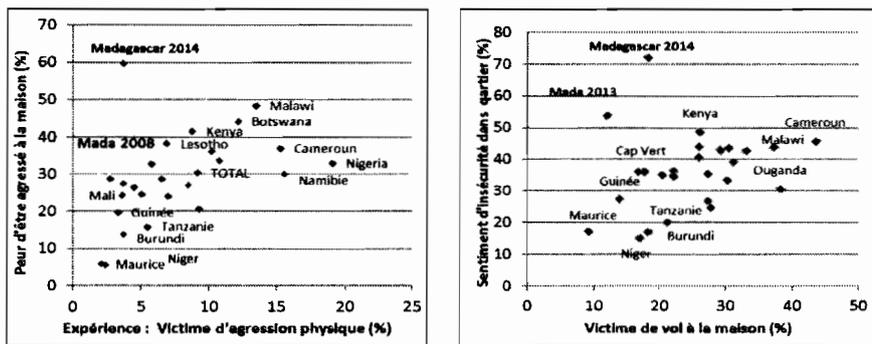
Sources : Enquêtes *Afrobaromètre*, Coef Ressources/Dial, Madagascar, 2008, 2013, 2014 ; calcul des auteurs.

Les expériences vécues et les perceptions sont corrélées sauf à Madagascar. L'île apparaît comme un point aberrant qui se démarque de l'ensemble des pays considérés (graphique 6). Deux faits sont à souligner : la perception du niveau d'insécurité y est anormalement élevée dans l'absolu, et encore plus compte tenu du nombre relativement limité de victimes d'agression ou de vol ; en dynamique, si on observe une augmentation du nombre de vol à domicile (de 12 % en 2013 à 18 % de victimes en 2014), celle-ci s'accompagne d'une montée démesurée du sentiment d'insécurité (le pourcentage de ceux qui s'en plaignent passe de 54 % en 2013 à 72 % en 2014). Ce phénomène de psychose est encore plus patent en matière d'atteinte aux personnes : alors que le taux d'agression physique n'a pas bougé depuis 2008, dans le même temps, la peur d'être agressé chez soi a plus que doublé (de 27 % à 60 %).

Pour systématiser l'analyse, nous avons calculé des « élasticités » rapportant la dynamique des perceptions à celle des expériences, c'est-à-dire de combien augmente (ou baisse) le sentiment d'insécurité pour 1 % d'augmentation (resp. de baisse) du taux de victimisation. Évidemment, le sentiment d'insécurité dépend de beaucoup d'autres facteurs que l'évolution de la criminalité réelle. Mais cet exercice donne une idée de la relation entre les deux phénomènes et le résultat est particulièrement éloquent pour Madagascar. Que ce soit en matière d'agressions physiques ou d'atteintes aux biens, Madagascar est le pays où l'élasticité est la plus forte

(parmi les 18 pays africains où les données *Afrobaromètre* sont disponibles entre les vagues d'enquêtes 4 et 6, ce qui correspond aux années 2008 et 2014 pour la Grande Île). Il existe donc bien, et de manière structurelle, une dynamique spécifique de la peur des violences physiques sous toutes leurs formes à Madagascar. Il conviendrait d'explorer plus avant les raisons de cette « sur-réaction ». De nombreux stimuli sont susceptibles de l'activer, mais on peut affirmer que « le tabou de la violence » développé dans la suite de ce chapitre est au cœur du processus.

Graphique 6  
*Expérience versus perception de l'insécurité  
à Madagascar et en Afrique, 2008-2014*



Sources : Enquêtes *Afrobaromètre*, 2014-2015 ; Pour Madagascar, Coef Ressources/Dial, 2008, 2013, 2014 ; calcul des auteurs.

Clé de lecture : Les losanges sont les données de 2014. Le point rond indique la position de Madagascar en 2008 pour le graphique de gauche et en 2013 pour le graphique de droite.

Les résultats de l'enquête *GSP-SHaSA* de 2015 viennent conforter le diagnostic établi avec les enquêtes *Afrobaromètre* (pour une présentation de ce programme d'enquêtes harmonisées sur la gouvernance, la paix et la sécurité au niveau du continent africain, voir Razafindrakoto et Roubaud, 2015). L'enquête *GSP-SHaSA* confirme d'une part que le taux de victimisation (effractions à domicile, vols et agressions physiques) est l'un des plus faibles de la dizaine de pays où l'enquête a été conduite, et d'autre part que le sentiment d'insécurité y est le plus élevé. De plus, l'enquête apporte deux éléments nouveaux à souligner. Madagascar est le pays où le niveau de bonheur est au plus bas, un résultat à mettre en regard de ce sentiment d'insécurité particulièrement élevé. Par ailleurs, la taille de l'échantillon permet de désagréger les résultats par province, ce que n'autorisent pas les enquêtes *Afrobaromètre* (15 000 personnes vs. environ 1 000 respectivement ; INSTAT, 2016). Le graphique 7 qui met en regard la carte de la criminalité réelle et la perception de l'insécurité montre clai-



Perceptions et réalité sont donc deux manifestations de la violence largement découplées. Confronté au même type de phénomène en France dans les années 1980, Lagrange (1984) montre d'une part que la perception de l'insécurité augmente quand les médias relatent des événements violents impressionnants dont les victimes sont des gens ordinaires. D'autre part, il observe une corrélation entre le niveau d'inquiétude et l'isolement ou la faiblesse des liens sociaux. On peut supposer que ces deux éléments pèsent aussi à Madagascar. Plus largement, il semble que la peur exprimée par la population traduise son doute croissant quant à la capacité du mode d'organisation collective à assurer la paix sociale, un phénomène qui pourrait être relié à l'instabilité politique récurrente du pays ; soit tous les éléments d'une crise de confiance.

### Usages et contrôle de la violence politique à travers l'histoire

Nous avons avancé l'idée d'un faible niveau de violence (physique) politique à Madagascar. Cette thèse qui emporte *a priori* facilement l'adhésion des observateurs de la société malgache (sauf lorsqu'ils se réfèrent à la période la plus récente) demande cependant à être clairement établie en passant en revue l'histoire de Madagascar. Nous avons également fait l'hypothèse que deux formes de violence coexistent : la violence physique et la violence symbolique, la première se développant à mesure que la seconde s'affaiblit et réciproquement. S'essayer à une histoire de la violence impose de rendre compte de ces deux dimensions. Notre objectif n'est toutefois pas ici de faire œuvre d'historien mais de proposer une lecture stylisée de l'histoire, reposant sur une utilisation secondaire de travaux historiques déjà existants. Nous déclinons cette lecture en distinguant deux grandes périodes : avant et après l'indépendance.

#### *Avant l'indépendance*

Pour instaurer la paix durant la période précoloniale le pouvoir a su combiner la coercition et une violence symbolique masquée sous forme d'un ordre établi hérité du divin. Un contrat social s'établit : la subordination à une autorité supérieure contre la garantie de protection pour les dominés. Le système se met en place en s'appuyant à la fois sur les structures hiérarchiques traditionnelles (le pouvoir sacré, les groupes statutaires<sup>6</sup>, les groupes de parenté) et les structures étatiques (armée, administration).

---

6. Le terme de caste appliqué à la société malgache a souvent été discuté. Condominas (1961) lui préfère par exemple le terme de pseudo-castes, Raison-Jourde (1991) celui de « groupes statutaires ». Nous la suivrons ici.

- L'État merina

La construction de l'État merina à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle est un élément essentiel de la réduction de la violence collective. Dans un mouvement similaire à celui décrit comme conforme à « la loi du monopole » par N. Elias (1975) en Europe, les différents royaumes auparavant en conflits les uns avec les autres finirent par être unis sous la domination d'un seul souverain, favorisant ainsi une relative pacification des mœurs en Imerina. Ce fut tout particulièrement l'œuvre d'Andrianampoinimerina à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle (1787-1809) dont les réformes fixèrent les bases d'une véritable institutionnalisation politique. Après avoir conquis par la force ou la diplomatie les autres royaumes de l'Imerina *enin-oko* (Imerina des six provinces), il stabilisa son empire en nouant des alliances avec les royaumes voisins les plus puissants. Il s'assura également la loyauté des populations sous son contrôle, en mettant en place une véritable religion d'État basée sur la constitution d'un « panthéon national » (Raison-Jourde, 1991) de reliques/palladium (*sampy*) et le renforcement symbolique de l'image du souverain comme père et mère (*raiamandreny*) de son peuple. Il garantit une certaine protection à ses sujets contre la traite esclavagiste. En échange de cette dernière, les paysans devaient alors non seulement payer des taxes mais aussi fournir des prestations (*fanompoana*) de toute sorte au souverain et notamment contribuer aux travaux d'aménagement collectifs agricoles tels que la construction de digues et de systèmes d'adduction d'eau. L'œuvre d'Andrianampoinimerina fut prolongée après sa mort par ses successeurs qui instaurèrent une armée de métier, la nomination de gouverneurs civils et militaires dans les régions contrôlées et une administration bureaucratique. L'ordre politique qui assurait la stabilité de l'État ne reposait donc pas uniquement sur son pouvoir de contrainte. Il tenait aussi à un système symbolique dans lequel les monarques apparaissaient comme étant, en tant que descendants d'un ancêtre supérieur, détenteurs du *hasina* royal (Bloch, 1983), c'est-à-dire de l'essence invisible du pouvoir et de la fertilité. C'est de cette capacité que les monarques, considérés par leurs sujets comme de quasi-dieux, tiraient leur légitimité politique. La hiérarchie sociale distinguait par ailleurs plusieurs groupes statutaires. Au sommet de cette hiérarchie se situaient les *Andriana* (nobles), parents du roi. En dessous se situaient les *Hova* (roturiers), puis les *Mainty* (serviteurs royaux) et, en bas, les esclaves (*Andevo*). Les rois n'exerçaient alors pas seulement une domination rituelle sur les populations mais également matérielle, en leur offrant une protection militaire en contrepartie de leur allégeance et de paiements en riz et autres biens, dont profitait aussi l'oligarchie hova (voir le chapitre 4 de Samuel Sanchez dans cet ouvrage). La grande majorité de la population des régions sous contrôle demeurait cependant non seulement exclue du partage des richesses mais encore, pour celle constituant les hommes libres, soumise à la pression de l'enrôlement militaire ou de celle du travail forcé.

• La colonisation

La colonisation modifia la structure du pouvoir au sein de la société malgache sans pour autant transformer profondément son principe de fonctionnement : la domination d'un groupe qui se présente comme bienveillant et qui s'appuie sur des structures d'organisation étatique tout en jouant sur les divisions au sein de la société malgache.

La colonisation mit fin à l'hégémonie politique *merina*, en préemptant le pouvoir central et en redonnant du pouvoir aux élites « côtières » par la mise en œuvre de la « politique des races »<sup>7</sup> et son système d'administration indirecte. L'esclavage fut interdit, un demi-million d'esclaves libérés et le « système des castes » aboli. Les *Andevo* furent amalgamés dans la catégorie *mainity*. Le général Gallieni instaura, à côté des impôts indirects, un impôt direct censé, comme stimulant au travail, générer de nouveaux comportements. Il institua également le système des prestations qui donna suite en 1926 au SMOTIG (Service de la Main-d'Œuvre pour les Travaux d'Intérêt Général). Enfin, il amorça une politique de scolarisation en vue de faciliter les relations des populations avec le nouveau *fanjakana*<sup>8</sup> et de répondre aux besoins du pouvoir colonial.

Les principes d'organisation du système colonial portaient en germe les éléments propices à l'émergence de conflits politiques. L'interdiction de l'esclavage affectant le pouvoir économique et symbolique des membres des groupes statutaires les plus élevés, la « politique des races », réduisant celui des grandes familles *merina*, la mainmise des grandes compagnies françaises sur les activités commerciales limitant leurs possibilités d'enrichissement sont autant d'éléments qui les poussaient à s'organiser politiquement. L'extension de la scolarisation faisait naître de nouvelles aspirations au sein des populations en bénéficiant. Enfin, l'impôt et le système des prestations suscitaient des aigreurs, tant dans le monde urbain que dans le monde rural.

Le rejet colonial se traduisit dans les premières années par des insurrections parfois importantes mais localisées et désorganisées, comme celle des *Menalamba* de 1895 à 1898. Après la Seconde Guerre mondiale, qui vit le gouvernement colonial vichyste balayé par une expédition britannique, le mouvement nationaliste prit de l'ampleur en s'institutionnalisant. Le premier parti nationaliste indépendantiste, le MDRM (Mouvement De la Rénovation Malgache), fut organisé politiquement à Madagascar essentiellement par des membres de l'élite *merina*. En réaction se créa le Parti des Déshérités de Madagascar (PADESM), constitué d'une alliance de *Merina mainity*, (descendants de serviteurs royaux et d'esclaves libérés) et de membre des élites « côtières ». Ce parti, sans véritable base populaire, reçut le soutien financier et politique du pouvoir colonial qui voyait dans

7. Baptisée ainsi par Gallieni car il s'agissait de mettre en place une administration indigène propre à chaque ethnie.

8. Le *fanjakana* signifie l'État, mais étymologiquement, ce mot est lié à *manjaka* (régner) et *mpanjaka* (le roi).

le MDRM une tentative de restauration du « pouvoir *hova* »<sup>9</sup>. C'est dans ce contexte politiquement tendu qu'éclata l'insurrection de 1947. Cette insurrection et la répression dont elle fut l'objet entraînent un nombre de décès considérable: plus de 30000 décès dont au moins 20000 civils morts de malnutrition et de maladie du fait des déplacements liés au conflit (Fremigacci, 1999; également le chapitre 13 de Denis Alexandre Lahiniriko dans cet ouvrage). En dépit de sa répression, l'insurrection se poursuivit de façon désordonnée pendant 18 mois, signe de l'impopularité du régime colonial.

### *Après l'indépendance*

Le pouvoir passe aux mains des nationaux mais le principe pour assurer sa stabilité reste sensiblement le même. Il repose à la fois sur la coercition (physique), un ordre symbolique hiérarchique et une structure étatique.

#### • La 1<sup>ère</sup> République

Dans les années 1960, l'image de Tsiranana comme père de l'indépendance et l'instauration d'un État PSD<sup>10</sup> sont propices à une relative stabilisation du pouvoir, en dépit des tentations autoritaires du président. En 1971, le soulèvement paysan dans la région de Tuléar ne concerne qu'environ mille paysans qui attaquent, avec des armes de fortune, des postes militaires et des centres administratifs. Leur mobilisation est par ailleurs régulée par le serment, prêté sur un bœuf sacrifié, de ne pas tuer et qui en fait une rébellion moins de violence que de menace (Raison-Jourde et Roy, 2010). La répression politique est néanmoins brutale, débouchant sur une cinquantaine de victimes selon les autorités mais plus certainement entre 800 et 1 000 morts (Raison-Jourde et Roy, 2010). En 1972, la grève générale estudiantine est essentiellement non violente même après que les étudiants ont été rejoints par les ZWAM<sup>11</sup>. Les dérapages sont en effet très rares. Là encore, c'est de l'État que viendra la violence et non de la

9. Hova était alors employé comme un terme générique renvoyant au pouvoir politique d'avant la colonisation (au sein duquel certains clans hova comme les Tsimahafotsy et les Tsimiamboholahy avaient souvent obtenu la prééminence sur les Andriana dans la gestion des affaires courantes).

10. Le Parti Social-Démocrate a été fondé par Tsiranana en 1956. Ses membres occupaient les principaux postes de l'administration et des ministères. L'adhésion au parti était un moyen d'ascension sociale mais aussi un « moyen de participer de la toute-puissance du *Fanjakana* donc d'être protégé » (Raison-Jourde et Roy, 2010). Le nombre de fonctionnaires tripla en 12 ans et l'État PSD finit par infiltrer toute la société.

11. Les ZWAM – Zatovo-jeune, Western du fait de leur identification aux cow boys, Andevo-esclave, Malagasy – sont une organisation informelle de jeunes déshérités issus de quartiers populaires. Ils vivaient hors la loi et entraient régulièrement en conflit avec la police. Ils marqueront leur ascension dans le combat politique en devenant ZOAM –

jeunesse urbaine, estudiantine ou prolétaire. La déportation au pénitencier de Nosy Lava de 395 étudiants déclenche le 13 mai un vaste mouvement populaire (100 000 personnes dans les rues d'Antananarivo). Ce sont alors les tirs des FRS (forces républicaines de sécurité, équivalent des CRS français) sur la foule qui entraînent des réactions violentes (incendie de voitures, barricade, destruction de trottoirs pour faire des projectiles, attaque de la radio nationale, incendie de l'hôtel de ville...). En dépit des propos belliqueux de Tsiranana<sup>12</sup>, ces événements ne feront « qu'une quarantaine » de morts et 150 blessés, essentiellement du côté des manifestants (Blum, 2011). Dans ce conflit, les organisations apparaissent singulièrement en retrait. Ni la gendarmerie, ni la police, ni l'armée n'interviendront. L'AKFM (Antokon'ny Kongresin'ny Fahaleovantenan'i Madagasikara: parti politique d'inspiration communiste), représentant plutôt l'élite protestante *merina* évincée du pouvoir politique, se positionnera même contre les troubles. Ces événements conduisirent à la chute du régime et à un transfert quasi-légaliste du pouvoir. Tsiranana, tout en gardant la présidence de la République, remit les pleins pouvoirs au général Ramanantsoa, lequel organisa 5 mois plus tard un référendum par lequel les électeurs le placèrent à la tête de l'État. Ce dernier n'arriva cependant pas à assurer la stabilité politique. Coïncé entre les revendications politiques des élites provinciales, sa loyauté envers l'oligarchie économique-politique *merina* et les pressions aux réformes économiques et politiques des partis maoïstes (MFM et Monima), il fut finalement conduit à remettre le pouvoir à R. Ratsimandrava en février 1975. Six jours plus tard, ce dernier fut cependant assassiné, sans que les historiens n'aient réussi jusqu'ici à établir formellement qui étaient les commanditaires de ce meurtre<sup>13</sup>. Un Directoire militaire fut alors mis en place qui réussit à rétablir l'ordre public en réprimant par les armes la rébellion du GPM (héritier des FRS) et en déclarant la loi martiale.

#### • De Ratsiraka à Ratsiraka

D. Ratsiraka fut élu chef d'État par les membres du directoire militaire mais fit valider six mois plus tard cette position par un référendum consti-

---

Zatovo, Ory Asa (sans emploi) eto Madagasikara – tout en maintenant cependant leur organisation sur la base du quartier. (Raison-Jourde, 1972)

12. « S'il y a eu beaucoup de morts, c'est parce que vous l'avez voulu... Si vous ne vous arrêtez pas, vos enfants mourront. Et vous aussi. Voilà! C'est moi le Président qui vous le dit. Je vous donne un conseil, parents, travailleurs, élèves, si vous tenez à la vie, ne participez pas à la grève... Si c'est nécessaire, même s'il faut 2000 morts, nous le ferons en une seule fois! 2000 même 3000! En une seule fois! Tssak, Tssak! Voilà des morts. Après cela, même si vous êtes 5000, 6000, 100000, on vous aura! Tssak! Tssak! Mais cela ne se fera pas... Soyez sage, hein? Tirez-vous de cette histoire louche » (cité par Blum, 2011)

13. Le « procès du siècle » qui eut lieu de mars à juin 1975 fit comparaître de nombreux inculpés dont Resampa et Tsiranana mais ne prononça que des peines mineures. Les archives de ce procès ont brûlé à la fin 1975 ce qui réduit fortement les chances de connaître un jour la vérité.

tutionnel. La descente aux enfers de l'économie malgache sous sa présidence marqua cependant dans les années 1980 un certain retour de la violence criminelle. Dans les zones rurales, le phénomène des *dahalo*, voleurs de bœufs empruntant à la tradition *Bara*, prit de l'ampleur, entraînant une répression active des gendarmes. En 1982, par exemple, sous le prétexte de les pourchasser, ils tuèrent « par méprise » une centaine de paysans dans la région de Tuléar. En 1989, la multiplication des opérations de l'État avec autorisation d'ouvrir le feu (opération « Tsy Mitsitsy » c'est-à-dire sans merci) auraient aussi fait une centaine de morts. Les troubles gagnèrent aussi les zones urbaines. En décembre 1984, des membres des TTS (*Tanora Tonga Saina* c'est-à-dire les jeunes conscientisés), issus des « bas quartiers » et pratiquant enlèvements, racket et marché noir, furent massacrés par les adeptes d'un club de Kung-Fu, faisant plus de cent morts. Dans cet épisode, la violence déployée ne fut pas a priori au service d'une quelconque organisation (même si les Kung-Fu servirent à plusieurs reprises de service d'ordre lors des manifestations du Monima et du MFM). Elle eut néanmoins une tonalité politique certaine dans la mesure où les TTS constituaient en sous-main des forces d'appoint du régime. Les attaquer revenait donc à entrer ouvertement en conflit avec l'État. C'est ainsi qu'en juillet 1985, le régime répliqua en faisant détruire la villa du leader des Kung-fu par des engins blindés, provoquant des dizaines de morts et de nombreuses arrestations.

La contestation des résultats de l'élection présidentielle de mars 1989 fut aussi le point de départ d'un vaste mouvement de protestation. Poussé à libéraliser la vie politique, le président rétablit la liberté de création des partis politiques en 1990. Ceci n'arrêta cependant pas le mouvement qui se fédéra sous le nom de « Forces Vives » et qui, après des manifestations quotidiennes et après avoir réussi à déclencher une grève générale, installa un gouvernement insurrectionnel en juin 1991. Il reste cependant que la non-violence fut, là encore, une revendication spécifique du mouvement social. Les immenses rassemblements sur la place du 13 mai ne donnèrent ainsi lieu à aucun débordement. Comme au début des années 1970, c'est de l'État que viendra la violence. Une manifestation en direction du palais présidentiel fera plus d'une trentaine de morts et plusieurs centaines de blessés, fauchés par les tirs des militaires. Cet événement précipita l'éviction de D. Ratsiraka (même s'il gardait le titre de président de la République) par la constitution d'un gouvernement de transition qui fit adopter par référendum une nouvelle constitution. En 1993, A. Zafy fut alors élu président de la III<sup>e</sup> République. Il resta à son poste jusqu'à sa destitution par les parlementaires trois ans plus tard. Les élections présidentielles de 1996 qui suivirent quelques mois plus tard, portèrent de nouveau, sans troubles, D. Ratsiraka au pouvoir.

- De Ravalomanana à la IV<sup>e</sup> République

En 2001-2002, la crise, ouverte avec la contestation des résultats du premier tour de l'élection présidentielle, fut, elle aussi, peu violente. Si on a pu alors parler de guerre civile larvée en raison de l'apparente coupure en deux du pays pendant 4 mois, les affrontements ont été en réalité très peu fréquents et le nombre de morts ne s'est élevé « qu'à une centaine » (Raison, 2002). Néanmoins les combattants furent bien ici des instruments violents à la solde de groupes politiques : miliciens issus du lumpenprolétaire du côté de D. Ratsiraka, réservistes de l'armée du côté de M. Ravalomanana. La crise prit fin avec la reconnaissance par la Haute Cour Constitutionnelle puis par la communauté internationale de la victoire de M. Ravalomanana.

La crise de 2009 marque en revanche sinon une rupture, du moins une inflexion avec celles qui l'ont précédé. Les mobilisations populaires furent accompagnées dès le début de barrages dans les quartiers populaires assortis de phénomènes de violence interpersonnelle (agressions) puis dans les jours qui suivirent par des pillages de magasins chinois, indiens mais surtout des magasins Magro (société Tiko) appartenant au président. Ces événements se soldèrent par au moins 68 morts<sup>14</sup>. Quelques jours plus tard, une marche de manifestants sur le palais présidentiel fut arrêtée par un tir de la garde présidentielle faisant une quarantaine de morts et plus de 150 blessés. Enfin, la tentative de sortie de crise « quasi-légaliste » par la remise du pouvoir par le président à un directoire militaire (réédition de ce qui s'était fait en 1972 puis 1975) fut aussi mise en échec par la mobilisation des officiers de la Capsat qui installèrent Andry Rajoelina au pouvoir, ce qui constitue le premier véritable coup d'État de l'histoire récente de Madagascar. Pour autant, la violence resta ici encore limitée et la passation de pouvoir se fit quasiment sans échange de coup ni effusion de sang.

Après l'installation d'Andry Rajoelina et la nomination d'une Haute Autorité de Transition (HAT), les nombreuses « mutineries » dans l'armée ou la gendarmerie ne semblent pas avoir été l'expression de forces politiques. Elles n'ont en effet jamais concerné plus d'une trentaine de soldats, n'ont entraîné que des combats de faible intensité et ont souvent uniquement eu comme moteur des revendications catégorielles. L'élection de la fin 2013 s'est aussi déroulée avec très peu de contestations et les difficultés à gouverner dans le cadre de la IV<sup>e</sup> République n'ont pour autant pas entraîné jusque-là de violence politique. En revanche, la violence criminelle s'est sensiblement accrue, comme nous l'avons montré dans la première partie. Dans les zones urbaines, les journaux témoignent de façon régulière de vols, cambriolages, et agressions parfois mortelles. Dans le Sud du pays et les zones enclavées, les *dahalo*, regroupés en bande de

---

14. Donc une quarantaine de morts retrouvés calcinés après l'incendie du magasin Magro d'Antananarivo.

plusieurs dizaines d'individus parfois équipés d'armes à feu, volent les troupeaux et s'opposent aux villageois et aux forces de l'ordre. Ces dernières réagissent souvent de façon disproportionnée, en brûlant des récoltes et des habitations et en procédant à des exécutions sommaires.

Dresser l'inventaire des actes violents dans l'histoire politique de Madagascar peut donner l'impression d'un niveau non négligeable de violence. C'est pourtant le contraire qu'il faut retenir de ce travail. Si la violence physique n'est pas absente des relations politiques, elle est en réalité singulièrement contenue même lors des crises politiques aboutissant à un changement de régime. Depuis 1960, aucune organisation ne semble avoir eu de véritable pouvoir de mobilisation de la violence. Lorsque celle-ci est présente, elle prend le plus souvent la forme d'éruptions exprimant un mécontentement qui n'identifie pas clairement ses causes et ne désigne pas directement des responsables. Ces accès de violence débordent toujours les forces politiques qui veulent les récupérer sans y parvenir. Dans un contexte de désorganisation importante de l'État, on voit cependant apparaître depuis 2010 une violence criminelle plus organisée qui n'est pas sans rapport avec le politique du fait de la « perte progressive de souveraineté de l'État sur son territoire » et de ses liens supposés avec « la classe politique locale, régionale et nationale » (Pellerin, 2014).

Si on exclut la période très récente, tout se passe donc comme si la violence physique n'était pas ou ne pouvait pas être une ressource stratégique légitime dans le jeu politique malgache : lorsque la violence est présente, son intensité est faible ; c'est souvent l'usage même de la violence par le pouvoir en place qui précipite son remplacement et les changements de régime, même lors des crises, se font de façon très peu violente.

### **La violence dans l'équation socio-politique malgache : éléments d'interprétation**

La fréquence réduite et la faible intensité de la violence physique (politique et criminelle) de la société malgache, associée à une instabilité chronique, interroge sur la nature du système socio-politique. Nous avançons dans cette partie un certain nombre d'hypothèses explicatives de ce phénomène. Nous étudions d'abord dans quelle mesure le mode d'organisation des élites peut expliquer leur faible recours à la violence politique. Nous mettons ensuite en avant l'atomisation de la population malgache et la domination symbolique qu'elle subit. Ces caractéristiques des élites et de la population ainsi que la nature de leurs interactions, donc du rapport entre pouvoir et citoyens, limitent les formes de mobilisation. Dans un contexte global de tabou de la violence, elles sont aussi source d'un sentiment latent d'insécurité.

*Des élites fragmentées et coupées de la base*

Pourquoi la violence n'est-elle pas une ressource plus fréquemment mobilisée par des groupes ou coalitions élitaires dans leur compétition pour le pouvoir politique? Selon notre analyse, ce phénomène s'explique par la nature des relations entre les élites et celles qu'elles entretiennent avec la population.

- La faiblesse des organisations élitaires

Dans une précédente recherche, nous avons essayé de dresser un tableau des groupes élitaires en présence à partir d'une relecture de l'histoire malgache à l'aune de l'économie politique (Razafindrakoto *et al.*, 2014 et 2017). On y distinguait six périodes révélant l'existence de plusieurs strates de pouvoir. Chacune des périodes est marquée par une modification de l'équilibre des pouvoirs et un renouvellement relatif de la coalition dominante. Les « groupes » de pouvoir ainsi dessinés ont des frontières poreuses. Du fait des stratégies individuelles des uns et des autres pour se maintenir au plus haut niveau (stratégies scolaires, matrimoniales, de conversion d'un type de pouvoir dans un autre, de modification des allégeances), c'est en partie à une assimilation réciproque des élites que l'on assiste (Bayart, 1989; Galibert, 2011; Razafindrakoto *et al.*, 2017). Le monde des élites à Madagascar reste ainsi très circonscrit. Dans une enquête sur les élites que nous avons menée auprès d'un échantillon représentatif de 1000 personnes sur la période 2012-2014, les membres des élites y apparaissent marqués par une forte hérédité sociale qui s'accroît d'ailleurs avec le temps (voir le chapitre 5 de notre ouvrage; Razafindrakoto *et al.*, 2017). Les investissements scolaires à l'étranger, les stratégies matrimoniales, les pratiques de chevauchement (Médard, 1992) des différentes sphères d'exercice du pouvoir et la constitution d'un entre-soi élitaires contribuent à une uniformisation de ce monde (Galibert, 2011).

Ni l'ethnicité, ni la proximité géographique, ni l'appartenance à un même groupe statutaire, ni l'identité des activités économiques, religieuses ou politiques ne déterminent des solidarités interpersonnelles suffisamment solides pour constituer des lignes figées d'opposition entre groupes. Les conflits prennent ainsi moins la forme d'une lutte entre groupes élitaires solidement constitués que celle d'une lutte des places (*ady seza*) entre individus, familles ou clans restreints. Les alliances plus larges ne se forment qu'au moment des élections ou lorsqu'il s'agit de faire chuter un clan qui tend à prendre trop de pouvoir. Bien que se dotant souvent d'un nom (Forces Vives, Trois Mouvances, Hery Vaovao ho an'i Madagasikara, etc.), elles ne débouchent jamais sur une forme d'institutionnalisation qui les pérenniserait dans le temps. Elles se dissolvent sitôt leur but atteint.

- Un clientélisme notabiliaire éphémère

Cette absence ou quasi absence d'organisation (horizontale) des groupes élitaires permet d'autant moins la mobilisation de la violence dans la compétition politique que leurs réseaux clientélistes sont, du coup, limités. Les partis politiques présidentiels ont été, certes, sous chaque mandature un moyen de tenter de remédier à cela. Le PSD, l'AREMA, le TIM et dans une moindre ampleur le TGV et l'HVM ont ainsi permis d'étendre les soutiens au clan dominant grâce aux avantages accordés à ceux qui y adhéraient (emplois, carrières, biens, propriétés).

Cette forme de clientélisme qui n'étend pas ses racines au plus profond de la société, n'assure finalement qu'un soutien notabiliaire de circonstance et donc une faible capacité de mobilisation politique des masses. Les citoyens ordinaires ne sont véritablement intégrés aux systèmes clientélistes qu'à l'approche des élections lorsque les candidats, à l'occasion de leur venue sur les lieux où ils convoitent des voix, font étalage de générosité en apportant médicaments, riz, tee-shirts et divertissements. Cette forme de clientélisme ne crée que des attachements ponctuels et fragiles et ne permet pas de les transformer en mobilisations collectives structurées et durables. Si un clan ou un groupe souhaite ainsi user de violence pour asseoir sa position, il ne peut le faire qu'en offrant des rétributions exceptionnelles (en biens, en monnaie, voire en divertissements) à ceux qu'ils souhaitent mobiliser.

Cette présentation du clientélisme notabiliaire ne vise évidemment pas à minimiser les mobilisations contestataires bien réelles qui se sont produites au cours de l'histoire, que ce soit en 1972, 1991, 2002 ou 2009. À chaque fois, des foules urbaines se sont effectivement rassemblées, portées par l'espoir d'un changement lié à une apparente ouverture du champ des possibles politiques. Ces foules, prenant partie pour un groupe politique, n'en constituaient cependant pas à proprement parler une clientèle politique mais exprimaient plutôt par là leur ras-le-bol et leur aspiration au changement.

On peut enfin s'interroger sur les raisons pour lesquelles les « corps habillés » n'ont quasiment jamais à Madagascar usé de leur force pour renverser un régime. Ces derniers ne semblent pas constituer une force autonome dans le champ politique malgache. Plusieurs explications peuvent être avancées. D'abord, comme pour l'ensemble des groupes élitaires, les divisions<sup>15</sup> compromettent toute tentative d'organisation. Ensuite, à l'exception de M. Ravalomanana, les pouvoirs successifs ont mis en œuvre des stratégies pour politiser l'armée (à travers les promotions et l'attribution de postes importants au niveau des ministères ou des entreprises publiques). Madagascar a ainsi une proportion élevée de hauts gradés (notamment de généraux) liés au pouvoir politique, intégrés au clientélisme notabiliaire de circonstance mais déconnectés de leur base.

---

15. Au sein de l'armée notamment entre ceux formés par l'AcMil et ceux passés par Saint-Cyr, et entre l'armée et la gendarmerie.

*Une population atomisée et soumise*

## • Violence symbolique et respect des autorités raiamandreny

La société malgache est caractérisée par de multiples inégalités statutaires imbriquées les unes dans les autres, inégalités qui se maintiennent encore aujourd'hui de façon plus ou moins occulte. Ces principes de distinction et de classement autorisent un très haut niveau d'inégalité réelle des revenus. Avec un coefficient de Gini<sup>16</sup> de 0,475 en 2007, Madagascar apparaissait ainsi dans les 30 pays au monde et les 10 pays d'Afrique les plus inégalitaires selon le classement du PNUD (2008).

Le non-recours à la violence politique semble ainsi tenir à un rapport spécifique au pouvoir. Il est régi par la croyance traditionnelle encore prégnante du caractère exceptionnel du *fanjakana* et du statut de *raiamandreny* (« père et mère » de ses sujets, à qui on doit le respect) de ceux qui l'incarnent. On assiste ainsi à un rapport au politique, hérité du mode de constitution de l'État malgache tendant à accorder une valeur particulière au chef, tirant sa légitimité de sa position statutaire, de son ancrage dynastique et/ou de son charisme (*hasina*).

Les données des enquêtes *Afrobaromètre* illustrent cette réalité : comparés aux citoyens des autres pays africains, les Malgaches sont parmi les moins enclins à exiger que les dirigeants rendent des comptes sur leur efficacité. C'est l'attribution du statut de « parents » (donc veillant au bien-être de la population) aux gouvernants qui tend à prédominer (graphique 8). En 2008, la majorité (55 %) des citoyens considèrent que « le gouvernement est comme un parent, il devrait pouvoir décider de ce qui est bien pour nous ». Ce statut de « *raiamandreny* » conféré au gouvernement, lui attribuant un pouvoir de décision sans possibilité de contrôle par la population, n'est pas sans rapport avec la structuration de la société malgache.

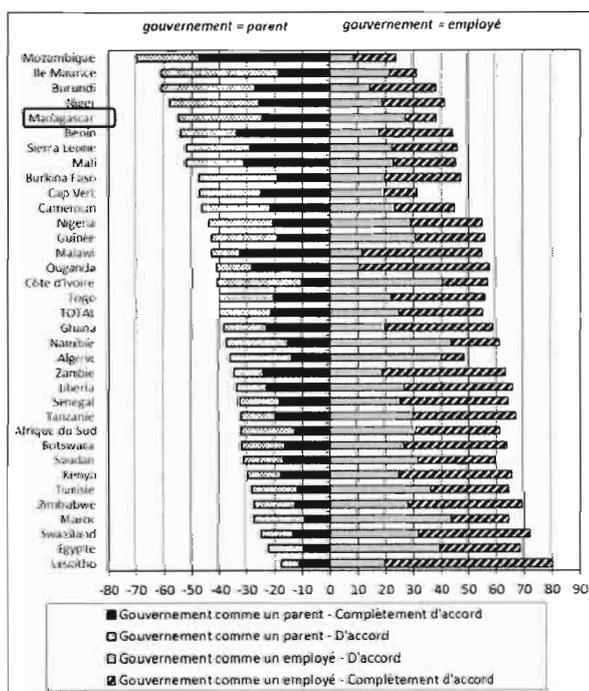
Vu sous cet angle, les rapports sociaux peuvent être décrits comme reposant sur une violence symbolique qui maintient la domination dans le temps d'un petit groupe d'individus sur la plus grande masse de population. Le maintien d'un tel système suppose une forme d'acceptation, dans les esprits de tous, de ces principes de différenciation accordant une inégale valeur aux individus. Dans ce sens, la puissance du « *lahatra* » (destin) éclipse le caractère violent de cet ordre social inégalitaire (Roca, 2013). C'est ce qui permet aussi, lors des crises, à quelques descendants de grandes lignées de s'autoproclamer *raiamandreny* et d'intervenir à ce titre dans le débat politique. L'inégalité constitutive de la société malgache permet aussi aux dirigeants politiques d'agir sans accorder beaucoup d'importance à leurs administrés. Les rois avaient en effet un droit absolu d'exploitation de leurs sujets mais aussi de vie et de mort. Les discours

---

16. Le coefficient de Gini va de 0 à 1 et mesure l'inégalité des revenus : 0 signifie égalité parfaite, 1 inégalité maximale.

des rois (*kabary*) se ponctuèrent souvent imperturbablement par « sinon, je vous tue tous », « j'ai seul le droit de vie et de mort sur la population » ou « si vous en venez à transgresser mes ordonnances, je vous mettrai à mort » (Galy, 2009). Ce mépris de la vie s'est retrouvé d'une certaine façon dans les régimes post-indépendance. Les émeutes paysannes ou les agissements des *dahalo* ont donné lieu à des répressions par les forces de l'ordre parfois meurtrières sans que cela ne déclenche de véritable émoi au sein des élites et plus généralement du monde urbain. Les propos de Tsiranana relevés plus hauts traduisent aussi d'une certaine façon le peu de prix accordé à la vie des gens du peuple par les classes dirigeantes.

Graphique 8  
Des gouvernants redevables de leurs actions  
ou ayant le statut de parents<sup>17</sup>



Sources: Enquêtes *Afrobaromètre*, R5; Pour Madagascar, Coef Ressources/Dial, 2013; calculs des auteurs.

17. La question était la suivante: « Parlons un moment du type de société que vous souhaiteriez pour ce pays. Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?: Affirmation 1: Le gouvernement est comme un parent, il devrait pouvoir décider de ce qui est bien pour nous. Affirmation 2: Le gouvernement est comme notre employé. Le peuple est son patron et devrait dire au gouvernement ce qu'il doit faire ».

- Atomisation des populations et sentiment d'insécurité

Les structures socio-spatiales doivent également être considérées. Le monde rural constitue aujourd'hui encore 78 % de la population malgache (Instat, 2013). La faible densité de population (38 habitants au km<sup>2</sup> en 2012, ce qui en fait un des pays d'Afrique les moins densément peuplés) conduisant à une faible pression structurelle sur la terre et sur les moyens de subsistance, favorise le maintien sur leurs terres de ces populations. Celles-ci sont de surcroît disséminées sur un territoire immense avec de faibles possibilités de déplacements. Le réseau routier est en effet de faible étendue (environ 30 000 km de routes dont moins de 6 000 km bitumées), et les réseaux ferroviaire et fluvial quasiment inexistant, laissant d'immenses zones enclavées, y compris en matière d'accès à l'information. De fait, les migrations internes sont, comparées à d'autres pays africains, extrêmement faibles et l'exode rural est encore très contenu (Instat, 2013). Une partie non négligeable de ces ruraux n'est ainsi véritablement « capturée » (Hyden, 1980) ni par le système politique, ni par le système économique.

Les ruraux sont faiblement capturés par le système politique parce que l'État ne pénètre que de façon superficielle dans une bonne partie des campagnes malgaches. Les infrastructures publiques y sont souvent défectueuses voire absentes. Les politiques dites de décentralisation n'ont que peu relié les collectivités territoriales au pouvoir central. La légitimité que les ruraux accordent a priori au détenteur du *fanjakana* ne se traduit souvent que par un soutien de façade (Fauroux, 1999; Raison-Jourde et Roy, 2010). À distance du pouvoir central, les ruraux se montrent en fait peu concernés par les affaires publiques<sup>18</sup>. Les ruraux sont aussi peu capturés par le système économique car la monétarisation des campagnes reste également faible. L'intégration économique aux marchés des zones rurales est limitée.

La condition commune des ruraux pourrait certes les inciter à se mobiliser solidairement. Deux éléments s'y opposent pourtant. D'une part, leurs aspirations sont contraintes par leur degré de connaissance et d'ouverture sur le monde. Maintenus aux confins du monde, les privations auxquelles ils font face ne se traduisent pas toujours par des insatisfactions et même quand celles-ci s'expriment, les solutions ne leur paraissent pas facilement relever du champ politique (fatalisme). D'autre part, l'éclatement et l'isolement géographique n'est pas propice au développement d'une sociabilité de réseau propre à diffuser une prise de conscience et capable de soutenir ou d'impulser des mobilisations collectives. Sous cet éclairage, la ruralité malgache se rapproche de la paysannerie parcel-

---

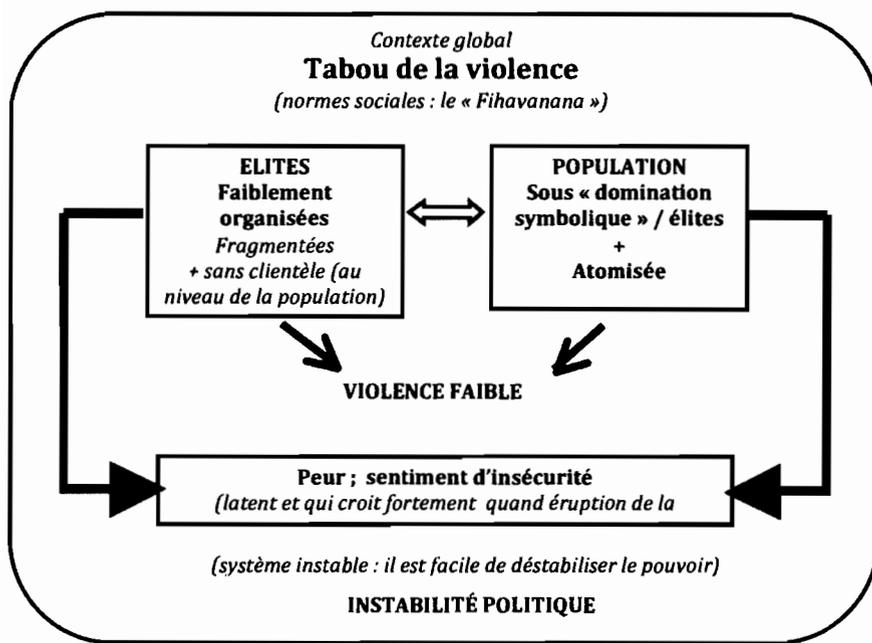
18. Les enquêtes *Afrobaromètre* font bien ressortir ce manque d'intérêt pour les affaires publiques. En 2013 par exemple, 60 % des ruraux se sont déclarés peu (29 %) ou pas intéressés (31 %) par les affaires publiques contre 40 % en moyenne dans les 33 pays participant à l'enquête. Seuls les Ivoiriens se démarquent avec un taux plus élevé (65 %).

laire décrite par Marx (1969) dans son étude sur les classes sociales en France entre 1848 et 1851.

*Tabou de la violence, sentiment d'insécurité et instabilité politique*

Le tabou de la violence, et au-delà des conflits, est une explication couramment évoquée pour expliquer la relative tranquillité du peuple malgache. La culture malgache valoriserait par-dessus tout le consensus et la non-violence. Les anthropologues ont maintes fois attiré l'attention sur le *fhavanana*, terme réputé intraduisible tant il inclut de facettes différentes, mais qui constituerait un ethos commun aux Malgaches, idéal d'harmonie et d'entente sociale qui forcerait les hommes à s'autocontrôler et à se retenir d'exprimer un désaccord trop marqué (Ottino, 1998). La portée, la spécificité ou l'ancrage dans le temps de cette norme de la « bonne entente » sont discutés par de nombreux auteurs. Même si des faits viennent le contredire, il n'en demeure pas moins que le *fhavanana* est mis en avant comme un idéal pour éviter les conflits dans la société malgache (Kneitz, 2014). Toutefois, la norme véhiculée par cette notion ne joue pas uniquement dans le sens positif. En condamnant tout acte remettant en cause l'harmonie de la société, elle est à l'origine d'une violence structurelle et invisible qui réprime toute forme d'opposition à l'ordre établi. Ainsi, les références répétées au *fhavanana* entretiennent la fiction d'une société où prévaudrait l'égalité des conditions et pèsent sur les comportements et représentations politiques des individus. Elles se traduisent ainsi par une forme de consentement des faibles à leur soumission (Raison-Jourde, 2014).

Ce poids des normes sociales vient s'ajouter à la structure de la société malgache pour expliquer le contrôle de la violence. Comme nous l'avons vu plus haut, le mode d'organisation, aussi bien des élites que de la population, limite leurs possibilités de recours à la violence. Mais leur structuration les rend aussi vulnérables. D'un côté, les membres des élites, faiblement organisés et sans assise populaire, ne sont pas assurés de la pérennité de leur position en haut de la hiérarchie. Ils vivent dans l'appréhension d'un bouleversement de cet ordre social. De l'autre, la population est atomisée, économiquement démunie et se sent abandonnée des pouvoirs publics. Ce contexte de peur et de désarroi est amplifié par l'aversion pour la violence. En effet, suivant un mécanisme auto-entretenu, la faiblesse de la violence empêche de s'y accoutumer et donc accroît la peur d'y être confrontée. Ce climat explique les fortes réactions face à des manifestations de violences qui restent en réalité encore relativement circonscrites. Les Malgaches considèrent que le niveau d'insécurité est extrêmement et anormalement élevé alors que, comme on l'a vu, les expériences effectives d'agressions et de vol sont limitées.

*Tabou de la violence, insécurité et instabilité*

Source : élaboration des auteurs.

Ainsi, la population subit une violence structurelle (symbolique) entretenue par une aversion pour la violence physique, avec comme conséquence une dégradation continue de ses conditions de vie. Les élites se sentent menacées par les possibles révoltes que peut provoquer le déséquilibre grandissant créé par le système hiérarchique et inégalitaire en place. Mais la contrepartie apparemment paradoxale de ce système bloqué est une instabilité politique chronique. Les régimes successifs sont d'autant plus faciles à déstabiliser que la classe dirigeante est faiblement organisée et qu'elle ne peut recourir à la force pour se maintenir. Cet état de fait explique le hiatus entre la position de la classe élitaires et celle de la grande majorité sur les priorités de développement pour Madagascar. Interrogée sur ce point, la population place la lutte contre la pauvreté en tête de l'agenda politique, tandis que pour les élites, le « maintien de l'ordre » prime avant toute chose (Razafindrakoto *et al.*, 2015). Pour ces dernières, leur souhait traduit autant le besoin de sécurité que le souci de préserver l'ordre établi.

## Conclusion

Si le degré limité de violence physique peut être la marque d'une forme de cohésion sociale, il découle aussi de la structuration de la société malgache. La faible organisation, tant du côté d'élites fragmentées que d'une population atomisée géographiquement et socialement, n'est pas propice à l'émergence de violences politiques. Mais c'est surtout la prégnance d'une violence symbolique qui permet le maintien de l'ordre établi et freine l'émergence de mobilisations susceptibles de remettre en cause l'équilibre de la société. Cette violence symbolique s'exerce à travers les distinctions de valeurs entre les individus, le rôle statutaire et la bienveillance supposée des dirigeants (assimilés à des *raiamandreny*). Faiblesse organisationnelle, normes sociales et violence symbolique se conjuguent pour une apparente paix sociale. Celle-ci reflète moins une solidité institutionnelle que la domination symbolique de la classe élitaine. Les violences physiques qui apparaissent parfois dans le sillage des crises politiques sont le plus souvent des éruptions libérant des frustrations sans qu'elles arrivent à s'exprimer clairement en termes politiques.

La population, dominée et démunie dans sa grande majorité, commence toutefois à prendre conscience de la violence symbolique qui l'amenait jusqu'ici à accepter les inégalités inhérentes au système. Des transformations sont à l'œuvre. Ni la culture, ni le système socio-politique malgache ne restent figés dans le temps, la société cherchant un équilibre entre, d'un côté, le respect des autorités traditionnelles (et de l'ordre établi) et, de l'autre, l'instauration d'un État moderne qui valorise de façon plus égalitaire les individus et la démocratie. Bien qu'encore d'ampleur modeste, le recours à la violence, sociale ou politique, connaît une extension certaine au fil du temps. C'est ce délitement du système politique qui pourrait expliquer la fréquence de plus en plus grande des crises socio-politiques. Le climat d'incertitude qui en résulte, se nourrit d'une contradiction entre une aversion pour la violence et l'accumulation de frustrations socio-économiques longtemps contenues. Cela pourrait alors expliquer la forte montée du sentiment d'insécurité chez les Malgaches.

## Références

- ALEXANDRE Christian, 2007, *Violences malgaches*, Antananarivo, Foi et justice, 193 p.
- BAFD, OCDE, PNUD, 2016, *Perspectives économiques en Afrique 2016*, Paris, Éditions OCDE, 380 p.
- BAYART Jean-François, 1989, *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 439 p.
- BLOCH Marc, 1983, « La séparation du pouvoir et du rang comme processus d'évolution. Une esquisse du développement des royautes dans le centre de Madagascar » in Raison-Jourde (dir.) (1983), p.265-298.
- BLUM Françoise, 2011, « Madagascar 1972: l'autre indépendance. Une révolution contre les accords de coopération », *Le Mouvement Social*, n° 236, p.61-87.
- BOURDIEU Pierre, PASSERON Jean-Claude, 1970, *La reproduction. Éléments pour une théorie du système d'enseignement*, Paris, Les éditions de Minuit, 284 p.
- COLLIER Paul, 2007, *The Bottom Billion. Why the Poorest Countries are Failing and What Can Be Done About It*, Oxford, Oxford University Press, 205 p.
- CONDOMINAS Georges, 1991, *Fokon'olona et collectivités rurales en Imerina (1961)*, Paris, Éditions Orstom, 264 p.
- DEZ Jacques, 1981, « L'illusion de la non-violence dans la société malgache », *Droit et Cultures*, 2, p.21-44.
- FAUROUX Emmanuel, 1999, « Une transition démocratique et libérale difficile dans une région périphérique de l'Ouest malgache », *Autrepart*, n° 10, p.41-57.
- FREMIGACCI Jean, 1999, « Bilan provisoire de l'insurrection de 1947. Nécessité de nouvelles recherches », in Arzalier F., Suret-Canale J. (éd.), *Madagascar 1947. La tragédie oubliée*, Paris, Le temps des Cerises, p.177-189
- GALIBERT Didier, 2009, « Mobilisation populaire et répression à Madagascar », *Politique africaine*, n° 113, p.139-151.
- 2011, *Les gens du pouvoir à Madagascar. État postcolonial, légitimités et territoire (1956-2002)*, Karthala-Cresoi/Université de la réunion, 591 p.
- GEM SIM, GEFP, FIVMPAMA, CTM, EFOI, APB, CCI France, AMIC, GAPCM, CFOIM, GOTICOM, GEVM, GFEM, GOTO, JPM, GPCAD, GTM, SEBTP, FIOVA, GEPAM, GENOM, GEPAT, GOANA, GES, 2018, *Halte à l'insécurité généralisée! Halte à l'industrie du kidnapping!*, Communiqué des groupements du secteur privé, 19 janvier, Antananarivo.
- HYDEN Göran, 1980, *Beyond Ujamaa in Tanzania. Underdevelopment and an Uncaptured Peasantry*, Londres, Heinemann, 270 p.
- HOBBSBAWM Éric, 1966, *Les primitifs de la révolte dans l'Europe moderne [1959]*, Paris, éditions Fayard, 222 p.
- INSTAT, 2013, *Enquête nationale sur l'emploi et le secteur informel. ENEMPSI 2012*, Antananarivo, 87 p.
- INSTITUTE FOR ECONOMICS AND PEACE, 2017, *Global Peace Index 2017. Measuring Peace in a Complex World*, Australia: Sydney, 140 p.
- KNEITZ Peter, 2014, « La paix du Fihavanana », in Kneitz P. (dir.), *Fihavanana. La vision d'une société paisible à Madagascar*, Universitätsverlag Halle-Wittenberg, Halle and der saale, p.15-72.
- LAGRANGE Hugues, 1984, « Perception de la violence et sentiment d'insécurité », *Déviance et société*, vol.8, n° 4, p.321-344.

- LAHINIRIKO Denis Alexandre, 2018, « Passé politique ancien et résurgences contemporaines: le cas de l'insurrection de 1947-1948 à Madagascar », chapitre 13 dans cet ouvrage.
- MARX Karl, 1969, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte (1852)*, Paris, Éditions Sociales, 162 p.
- MÉDARD Jean-François, 1992, « Le "big man" en Afrique. Esquisse d'analyse du politicien entrepreneur », *L'année sociologique*, n° 42, p. 167-192.
- NORTH Douglass, WALLIS John, WEINGAST Barry, 2009, *Violence and Social Order*, Cambridge University Press, Cambridge, 327 p.
- OTTINO Paul (1998), *Les champs de l'ancestralité à Madagascar: parenté, alliance et patrimoine*, Paris, Éditions de l'Orstom Karthala, 685 p.
- PELLERIN Mathieu, 2014, « Madagascar: gérer l'héritage de la transition », *Note de l'Ifri*, 28 p.
- PELLERIN Mathieu, 2017, « Madagascar face à la criminalité multiforme », *Note de l'Ifri*, mars, 26 p.
- PNUD, 2008, *Rapport mondial sur le développement humain. Lutter contre le changement climatique: un impératif de solidarité humaine dans un monde divisé*, Paris, Éditions La Découverte, 382 P.
- RAISON Jean-Pierre, 2002, « Économie politique et géopolitique des barrages routiers », *Politique africaine*, n° 86, p. 120-137.
- RAISON-JOURDE Françoise, 1972, « Les ZWAM: qui sont-ils, que veulent-ils? », *Réalités malgaches*, n° 22, 1972, p.26-28.
- RAISON-JOURDE Françoise, ROY Gérard, 2010, *Paysans, intellectuels et populisme à Madagascar: de Monja Jaona à Ratsimandrava, 1960-1975*, Paris, Karthala, 490 p.
- 1991, *Bible et pouvoir à Madagascar au XIX<sup>e</sup> siècle: invention d'une identité chrétienne et construction de l'État (1780-1880)*, Paris, Karthala, 840 p.
  - 2014, « Avant-propos », in Kneitz P. (dir.), *Fihavanana. La vision d'une société paisible à Madagascar*, Universitätsverlag Halle-Wittenberg, Halle and der saale, p.7-14.
- RANDRIANJA Solofo, ELLIS Stephen, 2009, *Madagascar. A Short History*, University of Chicago press, Chicago, 316 p.
- RAZAFINDRAKOTO Mireille, ROUBAUD François, WACHSBERGER Jean-Michel, 2014, « Élités, pouvoir et régulation à Madagascar. Une lecture de l'histoire à l'aune de l'économie politique », *Afrique contemporaine*, n° 251, p.25-50.
- RAZAFINDRAKOTO Mireille, ROUBAUD François, 2015, « Les modules Gouvernance, Paix et Sécurité dans un cadre harmonisé au niveau de l'Afrique (GPS-SHaSA): développement d'une méthodologie d'enquête statistique innovante », *Statéco*, n° 109, p. 122-158.
- RAZAFINDRAKOTO Mireille, ROUBAUD François, WACHSBERGER Jean-Michel, 2015, « Madagascar. L'île mystérieuse », *Canadian Journal of Development Studies*, volume 36, n° 3, p.397-415.
- RAZAFINDRAKOTO Mireille, ROUBAUD François, WACHSBERGER Jean-Michel, 2017, *L'énigme et le paradoxe: économie politique de Madagascar*, IRD Éditions et AFD, Marseille et Paris, 282 p.
- RFI, 2017, *Madagascar: 30% du budget alloué à la lutte contre l'insécurité en 2018* [<http://www.rfi.fr/afrique/20171229-madagascar-budget-insecurite-lutte-30-2018-premier-ministre-dahalo-zone-rurale>], 29 décembre.
- ROCA Albert, 2013, « Bienheureux les doux. Tradition et violence politique à Madagascar », in Ferran INIESTA (éd.), *Tradition et démocratie en Afrique. La frontière ambiguë*, Paris, L'Harmattan, p.223-279.

- SANCHEZ Samuel, 2018, « De l'État royal à l'État colonial à Madagascar. Ruptures et continuités des politiques économiques (fin XIX<sup>e</sup>-début XX<sup>e</sup> siècle) », chapitre 4 dans cet ouvrage.
- UNODC, 2014, *Global Study on Homicide 2013: Trends, Contexts, Data*, UNODC, Vienne, 166p.
- WHO, 2014, *Global Health Estimates Summary Tables: Deaths by Cause, Age and Sex, 2000-2012*, OMS, Genève.
- WIEVIORKA Michel, 1998, « Le nouveau paradigme de la violence », *Cultures & Conflits*, n° 29-30, p.1-9.
- WORLD BANK, 2011, *World Development Report 2011: Conflict, Security and Development*, Washington DC, The World Bank, 384p.

Razafindrakoto Mireille, Roubaud François, Wachsberger J.M. (2018).

Violence et ordre politique à Madagascar : grille de lecture d'un double paradoxe.

In : Razafindrakoto Mireille (ed.), Roubaud François (ed.), Wachsberger J.M. (ed.)

Madagascar, d'une crise à l'autre : ruptures et continuités.

Marseille (FRA) ; Paris : IRD ; Karthala, 329-359. (Hommes et Sociétés).

ISBN 978-2-7099-2640-9